

FAUT-IL VERSER 14 MILLIARDS

Bernard Lehmann

OUI Pour le directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, il faut soutenir de manière ciblée les prestations des paysans.

Oui, la rémunération des prestations fournies par les paysans suisses est indispensable! Vous souhaitez manger des légumes locaux. Vous vous ressourcez grâce aux paysages cultivés. Vous profitez d'une nature diversifiée, non faite uniquement de routes, de paysages urbains et de forêts. Vous appréciez des animaux élevés de manière conforme à leurs besoins et dont le bien-être est encouragé au-delà du standard minimum légal.

Toutes ces prestations sont fournies par les paysans. Comme le marché ne peut financer à lui seul des biens à caractère public – prestations environnementales, respect de normes sévères pour la protection de l'environnement et le bien-être animal –, la Confédération apporte les correctifs et suppléments nécessaires là où des lacunes ont été identifiées. Les mesures prévues dans la politique agricole 2014-2017 (ci-après PA 14-17), qui s'élèvent au total à 13,6 milliards de francs, permettront aux exploitations de réaliser un revenu comparable à celui de la population active dans les autres secteurs économiques de la même région.

En matière agroalimentaire, la Suisse n'est pas un îlot. La répartition équitable

des denrées alimentaires constitue un défi à l'échelle mondiale, un autre étant le manque de durabilité dans la production alimentaire. Les tensions issues de ressources naturelles en raréfaction vont s'aggraver. Exploiter le sol, l'eau et la biodiversité de manière aussi intensive qu'actuellement n'est plus possible. Cette thématique ne peut nous laisser indifférents. Si la Suisse dispose d'une agriculture à même d'approvisionner sa population à raison de 55%, elle est aussi le 14^e plus grand pays importateur de produits agricoles. Le projet de PA 14-17 est marqué par les enjeux résultant de la croissance de la demande face à la raréfaction des ressources naturelles.

AU BÉNÉFICE DE LA COLLECTIVITÉ

Pour poursuivre son développement sur des marchés agricoles plus ouverts à la concurrence, l'agriculture suisse doit gagner en compétitivité par un meilleur positionnement de ses produits sur les marchés et par une baisse des coûts réels. Elle doit aussi faire un usage plus efficient des ressources, malgré le dysfonctionnement

structurel du marché et les exigences particulières à la Suisse par rapport aux normes internationales. De plus, il faut améliorer la productivité, sans augmenter le stress et la charge de travail des paysans. L'agriculture s'y emploie par des solutions de partenariat innovatrices. Ce dynamisme en fait un partenaire intéressant pour l'industrie de transformation, le commerce et les consommateurs. Enfin, l'agriculture doit répondre aux défis de l'aménagement du territoire, de la protection du paysage et de l'environnement.

L'élément central de la PA 2014-2017 est un système de paiements directs qui soutient de manière ciblée les prestations fournies au bénéfice de la collectivité. Grâce à ces ajustements structurels, la Confédération se recentre sur les éléments non commerciaux de l'agriculture tels l'approvisionnement, le paysage cultivé, les systèmes de production plus «extensifs», la biodiversité, l'efficacité des ressources et la qualité du paysage. Toutes ces prestations sont demandées aux paysans, il faut donc leur donner les moyens de les fournir.



AUX PAYSANS SUISSSES?

Christian Häberli

NON La politique agricole s'enfonce dans une impasse, assure le chercheur au World Trade Institute de l'Université de Berne.

Ça vous effraie, 14 milliards sur quatre ans? Pour moi, le montant est secondaire, il s'inscrit dans les dépenses courantes de la Confédération qui en a bien vu d'autres, n'est-ce pas? Mais n'oublions pas le fait que l'agriculture suisse profite, à double titre, du fait que notre pays a aussi les droits de douane les plus élevés du monde. Ces droits que paient en fait les consommatrices qui ne font pas leurs emplettes en France voisine protègent d'abord la production indigène contre la concurrence étrangère. Par un coup de bâton magique, notre Parlement les a mis au frigo pour adoucir un éventuel futur choc de libéralisation résultant soit d'un accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne, soit à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Soyons généreux et ne parlons plus d'argent. Ce que je trouve beaucoup plus grave est que ni les législateurs bienveil-

lants ni l'Union suisse des paysans n'ont vu l'impasse dans laquelle s'enfonce l'agriculture suisse. Mais regardons d'abord les trois objectifs de la «multifonctionnalité» agricole définis à l'article constitutionnel 104: la sécurité de l'approvisionnement, la conservation des ressources naturelles et l'entretien du paysage rural, et l'occupation décentralisée du territoire. En réalité, la durabilité tant environnementale qu'économique ne dépend pas de la production mais du contribuable. Par ailleurs, la production de surplus va bon train: en 2011, 50 000 tonnes de pommes de terre et 14 000 tonnes de froment dégradés en fourrage – et presque 10 000 tonnes de beurre bradé sur les marchés étrangers, surtout de pays en développement. Des exportations nota bene en violation des obligations de la Suisse à l'OMC et des intérêts des paysannes laitières en Turquie et en Egypte qui auraient bien besoin de ce revenu dont elles sont ainsi privées. En outre, la Suisse engraisse son cheptel avec un demi-million de tonnes de fourrage importé chaque année et ne sait plus où aller avec le fumier que produit tout ce bétail en trop.

Les critiques sont souvent contradictoires et les solutions assurément difficiles, tant il est vrai que la situation de nombreux agriculteurs reste préoccupante. Tout en admettant cette complexité et un contexte politique difficile, je pense néanmoins que le Conseil fédéral va dans la mauvaise direction, même si certains paiements directs deviendront plus «verts». Par exemple, les nouvelles contributions proposées pour la sécurité de l'approvisionnement ne sont autre chose qu'un soutien additionnel aux revenus. Même s'il est vrai que le revenu paysan a de nouveau baissé, ces paiements ne feront autre chose que de produire encore davantage de surplus (un terme qui en réalité indique tout simplement un faux prix).

Ce qui fait défaut sont des perspectives pour les jeunes agricultrices et agriculteurs. Il faut penser plus loin, et cela également au niveau des paiements directs. A mon sens, le soutien public doit exclusivement rémunérer les prestations non marchandes demandées par la société à ceux qui sont le mieux aptes à les fournir, paysans ou non; et il faut dès maintenant préparer l'inévitable fin de la protection à la frontière. A terme, cela veut dire deux choses: appel d'offres pour la production de tous les biens publics et libre marché pour les biens marchands, pour importer tout ce que la Suisse n'a pas la moindre chance de produire sans subventions, la voie de l'avenir ne pouvant être que celle de la spécialisation. ■



« Le marché ne peut financer à lui seul des biens à caractère public »

« Ces paiements ne feront autre chose que de produire encore davantage de surplus »

PHOTOS: DELLA VALLE/KEystone, DR